

La France de la ruralité retrouve un secrétariat d'Etat

Dominique Faure, figure du Parti radical, députée de Haute-Garonne et maire de Saint-Orens-de-Gameville, fait son entrée au gouvernement

Le rattrapage était réclamé par les élus ruraux, tandis que la ruralité comptait parmi les portefeuilles disparus du premier gouvernement Borne et que les élections ont été marquées par une percée du vote pour le RN, notamment dans les communes rurales. Le gouvernement Borne 2 a revu sa copie et nommé Dominique Faure, 62 ans, secrétaire d'Etat chargée de la ruralité, auprès du ministre de la transition écologique, Christophe Béchu – ce dernier cédant la cohésion des territoires à Caroline Cayeux, directrice de l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Une femme de centre droit, membre du Parti radical et figure montante de la Macronie : M^{me} Faure s'inscrit dans la continuité de son prédécesseur Joël Giraud – lui aussi du Parti radical et dont elle est proche –, le « Monsieur Ruralité » du précédent quinquennat nommé après la crise des « gilets jaunes » et le grand débat. « J'ai toujours défendu le renforcement des liens entre nos territoires. Je suis fière de pouvoir le porter au gouvernement. J'ai une pensée pour le Lauragais. Je mettrai ce que j'y ai appris au service de la France », a réagi la nouvelle entrante sur Twitter.

Le casting questionne

Ex-joueuse de tennis de haut niveau, titulaire d'un diplôme d'ingénierie de l'INSA à Lyon et d'un MBA à HEC Paris, M^{me} Faure a travaillé dans de grands groupes (IBM, Motorola, SFR, Veolia), a dirigé un cabinet de conseil en RH, avant de se lancer en politique lors des législatives de 2012.

Tout juste élue le 19 juin, sur le fil, députée (Renaissance) de la 10^e circonscription de Haute-Garonne, elle va devoir céder son siège à son suppléant. De même que son fauteuil de maire de Saint-Orens-de-Gameville – ville de 12 000 habitants dans l'agglomération toulousaine qu'elle dirige depuis 2014, où elle vit –, ainsi que la vice-présidence de Toulouse Métropole. Elle demeurera toutefois conseillère métropolitaine et municipale. M^{me} Faure est, depuis trois ans, conseil expert pour de grandes entreprises. Elle accompagne aussi son époux, gérant d'un hôtel-restaurant, dont elle est coactionnaire.

Si les élus ruraux se félicitent de retrouver une interlocutrice qui leur soit pleinement consacrée, le casting d'une élue jugée urbaine questionne. « Nous avons besoin d'une connaissance fine des réalités rurales », rappelle Bernard Delcros, président du Parlement rural – qui réunit élus, chefs d'entreprise, associations –, qui fera remonter « dès que possible » les chantiers prioritaires.

Le président de l'Association des maires ruraux de France, Michel Fournier, liste dans un communiqué quelques-unes des questions qu'il entend poser à M^{me} Faure, afin de « l'aider à changer la donne » : « Aura-t-elle, enfin, des moyens humains et financiers à la hauteur (...) pour un agenda rural ambitieux ? Saura-t-elle créer un rapport de force capable de briser les tendances lourdes qui pénalisent le monde rural dans les politiques publiques d'Etat ? »

Espérant que cette nomination « soit le signe d'une réelle prise de

« NOUS AVONS BESOIN D'UNE CONNAISSANCE FINE DES RÉALITÉS RURALES »

BERNARD DELCROS
président du Parlement rural

conscience de l'urgence de la situation de ces territoires », François Sauvadet, président de l'Assemblée des départements de France appelle, quant à lui, dans un communiqué à « un véritable plan Marshall pour la ruralité ».

« Une enfant du monde rural »

Se voulant rassurante quant à sa « volonté de coconstruction » avec les élus locaux, M^{me} Faure rappelle que la circonscription qu'elle sillonne depuis plus de dix ans, couvrant le secteur très agricole du Lauragais, est « éminemment rurale ». Autant de problématiques d'accès aux services publics, aux transports, à l'école, au soin ou au numérique qu'elle dit connaître. Et de faire valoir ses origines : « Je suis une enfant du monde rural, audoise de mes deux parents instituteurs, petite-fille de viticulteurs, et mère d'une fille de 28 ans qui retourne à la terre, après ses études de commerce à Paris pour reprendre les vignes de son grand-père avec son compagnon. »

La secrétaire d'Etat entend poursuivre et amplifier le travail de M. Giraud, en concertation avec son ministre de tutelle, et à l'écoute des élus ruraux. « Mes chantiers prioritaires seront les leurs », assure-t-elle, se disant consciente du sentiment de perte

d'autonomie des petites communes, notamment sur les compétences eau et assainissement ou sur l'application uniforme du dispositif « zéro artificialisation nette », posant des questions d'attractivité aux communes rurales. « Je crois à la nécessité d'adapter les besoins à chaque territoire », dit celle qui affirme les percevoir à l'échelle de sa circonscription.

Charge donc à la nouvelle « Madame Ruralité » de faire « monter en puissance » les principales mesures de l'agenda rural, lancé en 2019, qu'elle s'engage, dit-elle, à « travailler une à une » : maisons France Services pour les services publics, résorption des zones blanches, conseillers numériques, soutien aux centres bourgs et aux petites villes, déserts médicaux... Si de nombreux chantiers ont été lancés, les problématiques sont loin d'être résolues et le maillage demeure inégal. Auteur d'un rapport sur les zones de revitalisation rurales remis au gouvernement en avril, M. Delcros appelle également M^{me} Faure à en faire une priorité, y voyant un outil d'attractivité essentiel.

Autant d'enjeux derrière lesquels se loge un défi de fond : la progression du vote en faveur du RN dans certaines communes rurales. La secrétaire d'Etat Faure y voit « un vote de révolte, faute d'avoir assez pris en compte les spécificités de ces territoires ». Et de rappeler son défi : « Poser un diagnostic partagé et proposer des actions concrètes. (...) C'est toute la crédibilité de notre action qui fera que ces terres rurales voteront peut-être un peu différemment aux prochaines élections. » ■

CAMILLE BORDENET